

### LE BIEN-ÊTRE

#### RELEVÉ DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES CAUSÉES PAR LA POLITIQUE FISCALE ET MONÉTAIRE DU GOUVERNEMENT

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Ma question s'adresse au ministre des Finances. Le gouvernement a-t-il établi un relevé des dépenses supplémentaires de bien-être social que les villes et les provinces devront endosser à la suite de la politique de restriction monétaire et fiscale que le gouvernement a suivie pour combattre l'inflation? Si oui, déposera-t-il ce relevé pour cet hiver?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, sans accepter le précepte ou le préambule de la question posée par le député, le gouvernement estime que sa part figurera au titre du Régime d'assistance publique du Canada et elle représente 50 p. 100 des dépenses de bien-être. Les prévisions budgétaires en font état.

**M. Ryan:** Je tiens à préciser que je n'ai pas l'habitude de donner des préceptes. C'est le gouvernement qui le fait, peut-être un peu trop fréquemment et trop rudement. Le gouvernement estime-t-il que cette charge qui retombe sur les villes et les provinces ne concerne pas le gouvernement fédéral?

**L'hon. M. Benson:** Pas du tout, monsieur l'Orateur. Nous assumons 50 p. 100 des dépenses.

\* \* \*

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

#### LA SUBVENTION ACCORDÉE À LA STANFIELD LIMITED

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** J'ai une question d'une extrême urgence à poser au ministre de l'Expansion économique régionale. S'engagera-t-il à déposer toute la correspondance et toute les instances que lui ou son ministère peuvent recevoir à propos de la subvention de \$67,000 qui a été récemment accordée à la Stanfield Underwear Company de Truro, en Nouvelle-Écosse?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

\* \* \*

### AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE—LA POSITION DU CANADA SUR LA PROPOSITION DE PAIX DE LA R.A.U.

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la gravité persistante de la situation au Moyen-Orient. Le gouvernement canadien a-t-il pris position sur la récente proposition de paix du gouvernement égyptien? Le ministre pourrait-il, maintenant ou plus tard, dans une déclaration à l'appel des motions, nous indiquer la prise de position du gouvernement canadien sur cette proposition?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, voici la réponse à la première question. On n'a pas sollicité l'opinion du gou-

[L'hon. M. Turner.]

vernement canadien. L'ambassadeur Jarring a servi d'intermédiaire aux négociations et nous espérons qu'elles seront fructueuses. Nous sommes tous un peu plus optimistes aujourd'hui qu'hier, par suite des derniers événements. On ne nous a pas consultés, je le répète, et rien ne nous autorise par conséquent à prendre position entre les Israéliens et les pays arabes. Nous espérons que la mission de l'ambassadeur Jarring réussira.

**M. MacDonald:** Monsieur l'Orateur, le ministre conviendra, je pense, que la proposition à l'étude est plus qu'une simple proposition unilatérale; aussi, le gouvernement prendra-t-il des mesures pour entamer des entretiens bilatéraux ou multilatéraux sur cette importante question, et peut-être de façon plus précise avec le gouvernement d'Israël?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, comme cette tâche délicate a été confiée à l'ambassadeur Jarring, il me semble qu'il lui appartient de la mener à bien. C'est un négociateur très habile et nous lui souhaitons tout le succès possible.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

#### LES EXPORTATIONS DE POULETS À GRILLER—REPORT DE LA DATE LIMITE DE SOUMISSION

**M. S. J. Korchinski (Mackenzie):** Monsieur l'Orateur, une question pour le ministre de l'Agriculture. Pour tenter de remédier à la guerre des poulets et des œufs, le gouvernement a-t-il consenti, ces dernières semaines, à acheter des poulets à griller?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, il y a environ deux semaines—j'ignore la date précise—nous avons fait des appels d'offres en vue de l'exportation de poulets à griller du Canada.

**M. Jack Murta (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire pour le ministre de l'Agriculture. Comme l'on songe au moins à l'achat de ces poulets, en vertu d'un programme de subventions du gouvernement, le ministre nous dirait-il si le gouvernement envisage une initiative analogue dans le cas de l'excédent d'œufs au Manitoba?

**L'hon. M. Olson:** Monsieur l'Orateur, à l'heure actuelle il n'y a pas de programme de subventions qui englobe les poulets à griller. Les œufs font l'objet d'un programme permanent de subventions de 28.5c. la douzaine, prix calculé d'après la moyenne nationale pondérée. J'aimerais également dire au député qu'il n'y a que très peu de temps que le Canada exporte un volume d'œufs relativement important. Depuis quelques mois nous n'avons exporté aucun poulet à griller.

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Agriculture. Étant donné que les délais de soumission des poulets à griller ont été prolongés d'une semaine, le ministre pourrait-il nous dire quand on annoncera les résultats de l'appel d'offre et le nom de l'adjudicataire?